

CGT (SNTRS, FERC Sup), FSU (SNCS, SNESUP, SNASUB, SNEP), CFDT (Fédération des SGEN-CFDT, Sgen-CFDT Recherche EPST), Solidaires (Solidaires Etudiant-e-s, Sud Education, Sud Recherche EPST), SNPTES, UNSA (Sup'Recherche, A&I, ITRF.Bi.O) et UNEF ; Coordination du Comité national de la recherche scientifique, Commission Permanente du Conseil National des Universités, Comité de pilotage des directrices et directeurs d'unités signataires de la Lettre à F.Hollande (DU), Sciences en Marche, Coordination des collectifs de précaires.

Appel à la journée nationale d'action du 11 décembre pour l'enseignement supérieur et la recherche (ESR)

Le vote du budget à l'Assemblée nationale vient de confirmer le désengagement de l'État et la dégradation des conditions de fonctionnement de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les conséquences sont lourdes pour les étudiant.e.s et pour l'ensemble des personnels de l'ESR. La précarité est insupportable, les budgets sont insuffisants et inappropriés, les carrières sont bloquées, les conditions de travail, d'études et de vie de toutes et de tous sont profondément dégradées.

Ces difficultés sont niées par le gouvernement. Au motif de la priorité accordée à la compression du secteur public, et au mépris de la priorité affichée pour la jeunesse, ce gouvernement se refuse à mettre en œuvre une politique ambitieuse d'enseignement supérieur et de recherche, rendant de plus en plus difficile l'accomplissement de nos missions.

Les représentant.e.s des organisations réunies vendredi 28 novembre appellent l'ensemble des acteurs de l'ESR – personnels permanents, précaires et étudiant.e.s – à se mobiliser dans la durée et dans l'unité afin d'obtenir :

- Un plan pluriannuel ambitieux de créations d'emplois de titulaires de toutes les catégories de personnel, doté de la masse salariale correspondante, pour résorber la précarité et répondre aux besoins en matière d'enseignement supérieur et de recherche ;
- Une augmentation significative du financement des universités et des organismes par l'État pour assurer le bon fonctionnement des formations, des services et des activités de recherche ;
- La garantie du libre accès à l'enseignement supérieur et des conditions de réussite pour tous les étudiants ;
- La reconnaissance de tous les diplômes, du doctorat en particulier, dans les conventions collectives et dans les fonctions publiques ;
- L'amélioration des salaires et des conditions de travail.

Le vote du budget par les Conseils d'Administration des universités donne l'occasion d'interpeller ces CA et les équipes dirigeantes et d'informer les collègues et les étudiant.e.s de la réalité des difficultés rencontrées. Il faut réfléchir ensemble aux moyens d'obliger le gouvernement à prendre les mesures nécessaires.

Une journée nationale d'action est organisée **le 11 décembre** à Paris et en région : des assemblées générales réunissant étudiant.e.s et personnels statutaires ou contractuels auront lieu partout en France ; elles seront suivies de manifestations organisées à Paris et dans les principales villes universitaires.

Pour la manifestation parisienne : **RDV le 11 décembre à 14 h devant l'Université Paris 7**, site Grands Moulins (Métro Bibliothèque François Mitterrand).

La manifestation fera le tour des universités. Le cortège grossira à chaque étape : l'INSERM, Tolbiac, Censier, le Museum, Jussieu, La Sorbonne, et finira au Panthéon, où un mur des précaires sera érigé.

Paris, le 30 Novembre 2014

Signataires :
CGT (SNTRS, FERC Sup), FSU (SNCS, SNESUP, SNASUB, SNEP), CFDT (Fédération des SGEN-CFDT, Sgen-CFDT Recherche EPST), Solidaires (Solidaires Etudiant-e-s, Sud Education, Sud Recherche EPST), SNPTES, UNSA (Sup'Recherche, A&I, ITRF.Bi.O) et UNEF ; Coordination du Comité national de la recherche scientifique, Commission Permanente du Conseil National des Universités, Comité de pilotage des directrices et directeurs d'unités signataires de la Lettre à F.Hollande (DU), Sciences en Marche, Coordination des collectifs de précaires.